

DATE DE CONVOCATION
29/05/2026

DATE D’AFFICHAGE
29/05/2026

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE
29
PRÉSENTS
23
VOTANTS
28

L’an deux mille vingt-six, le **vendredi 5 juin**, à 18 heures 30, le Conseil municipal, légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Damien de WINTER, Maire.

Etaient présents

M. Damien de WINTER, M. Bruno LECOEUR, Mme Sophie MOBASHER, M. Bertrand VERSTRAETE, Mme Monique BOBLIN, M. Nicolas RICHTER, Mme Danièle DUCRET, M. Lilian LEBON, Mme Anne-Marie LEBIDOIS, M ; Christophe BISSEY, Mme Patricia FREIDOZ, M. Olivier VELASQUEZ, Mme Magali LE BLAIS, Mme Marie-France LEBON, Mme Sophie SAKO ISSOUFOU, M. François PAPOUIN, Mme Solène BOUILLET, Mme Bénédicte BLOYET, Mme Marie MARCATTÉ, M. Quentin CALBRIS, Mme Stéphanie SAUVAGE, Mme Angélique MAHEUT, M. Julien de CURRAIZE

Absents représentés : Mme Sara ROUZIERE donne pouvoir à M. Damien de WINTER, M. Patrick DESVAGES donne pouvoir à M. Lilian LEBON, M. Ludovic LEDUC donne pouvoir à M. Bruno LECOEUR, M. Bastien HERGAS donne pouvoir à Mme Marie-France LEBON, M. Christophe LELIEVRE donne pouvoir à M. Quentin CALBRIS

Absents : M. Mathieu BRUMENT

Secrétaire de séance : M. Bertrand VERSTRAETE

Délibération n° 26.06.05/04

Objet : Elections professionnelles 2026 - Détermination des représentants titulaires du personnel et représentativité femmes - hommes au vu de la situation des effectifs au 1er janvier 2026

Monsieur le Maire informe les membres de l’assemblée délibérante que les élections des représentants du personnel aux Comités sociaux territoriaux (CST), Commissions administratives paritaires (CAP) et Commissions consultatives paritaires (CCP) se dérouleront le 10 décembre 2026.

Il s’agit du renouvellement général des représentants du personnel qui a lieu tous les 4 ans.

Monsieur le Maire précise également que les compétences du Comité social territorial sont doubles.

Ainsi, le Comité social territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l’organisation des services,
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019,
- 3° Le projet de plan d’action relatif à l’égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l’article 1er du décret du 4 mai 2020,
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents,
- 5° Les orientations stratégiques en matière d’action sociale ainsi qu’aux aides à la protection sociale complémentaire,
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l’article 9 du décret du 30 novembre 2020, Ministère de l’Intérieur
- 7° Les plans de formations prévus à l’article 7 de la loi du 12 juillet 1984,

014-211403019-20260605-2026060504-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2026

8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle,

9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article,

10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux,

11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du comité social territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires,

12° les compétences de la formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail lorsqu'elle n'est pas créée.

De même, le Comité social territorial débat chaque année sur :

1° Le bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion, sur la base des décisions individuelles,

2° L'évolution des politiques des ressources humaines, sur la base du rapport social unique,

3° La création des emplois à temps non complet,

4° Le bilan annuel de la mise en œuvre du télétravail,

5° Le bilan annuel des recrutements effectués au titre du Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État,

6° Le bilan annuel du dispositif expérimental d'accompagnement des agents recrutés sur contrat et suivant en alternance une préparation aux concours de catégorie A et B,

7° Les questions relatives à dématérialisation des procédures, aux évolutions technologiques et de méthode de travail des services et à leurs incidences sur les agents,

8° Le bilan annuel relatif à l'apprentissage,

9° Le bilan annuel du plan de formation,

10° La politique d'insertion, de maintien dans l'emploi et d'accompagnement des parcours professionnels des travailleurs en situation de handicap,

11° Les évaluations relatives à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus,

12° Les enjeux et politiques en matière d'égalité professionnelle et de prévention des discriminations.

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre des prochaines élections professionnelles, il convient de déterminer :

- La création d'un Comité social territorial commun entre la ville de Giberville et le CCAS de Giberville,
- Le nombre de représentants du personnel siégeant au sein du CST,
- La représentativité femmes-hommes,
- Les modalités de recueil des avis du CST et le maintien du paritarisme.

Pour mémoire, le Comité social territorial est composé de deux collèges :

- Le collège des représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public,
- Le collège des représentants du personnel.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060504-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2026

Par ailleurs, le nombre de représentants titulaires du personnel est fixé dans les limites suivantes :

Effectif relevant du CST	Nombre de représentants titulaires
Entre 50 et 199	3 à 5
Entre 200 et 999	4 à 6
Entre 1000 et 1999	5 à 8
>2000	7 à 15

Il est donc proposé que le Conseil Municipal fixe à huit le nombre de représentants au Comité social territorial dont quatre pour les représentants de la collectivité territoriale et du CCAS et quatre pour les représentants du personnel communal et du CCAS.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu cet exposé, et en avoir délibéré, à l'unanimité

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code général de la fonction publique, notamment les articles L211-4 R252-34 à R252-36 et R252-39 ;

VU le décret n° 2025-1430 du 30 décembre 2025 harmonisant et simplifiant les dispositions applicables aux élections professionnelles et aux instances de dialogue social dans la fonction publique.

VU la consultation des représentants siégeant au CST en date du 27 avril 2026 ;

VU l'avis des collègues des représentants du personnel et des représentants de l'administration lors de la réunion du Comité Social Territorial en date du 21 mai 2026 ;

CONSIDERANT que les effectifs cumulés d'agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public et privé au 1^{er} janvier 2026 :

- Commune : 63 agents dont 68.25 % de femmes et 31.75 % d'hommes ;
- C.C.A.S. : 13 agents dont 100 % de femmes ;

permettent la création d'un Comité social territorial commun

CONSIDERANT que l'effectif apprécié au 1er janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 76 agents ;

CONSIDERANT l'avis du Comité social territorial en date du 21 mai 2026 sur le nombre de représentants, sur le principe de la parité et sur la création d'un Comité social territorial commun avec le Centre communal d'action sociale de Giberville ;

CONSIDERANT qu'au moins six mois avant la date du scrutin des élections professionnelles, l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placé le Comité social territorial détermine le nombre de représentants du personnel après consultation des organisations syndicales représentées ou à défaut des représentants du personnel siégeant au Comité social territorial ;

CONSIDERANT que les membres des Comités sociaux territoriaux représentant les collectivités ou établissements publics forment avec le président du comité le collège des représentants des collectivités et établissements publics ;

CONSIDERANT que le nombre de membres de ce collège ne peut être supérieur au nombre de représentants du personnel ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-211403019-20260605-2026060504-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/06/2026

FIXE à 4 le nombre de représentants titulaires et suppléants du personnel membres du Comité social territorial commun ;

INFORME les organisations syndicales souhaitant présenter des listes de candidats aux élections professionnelles du 10 décembre 2026 que la part de femmes et d'hommes à prendre en compte est de 5 femmes et 3 hommes représentés au Comité social concerné ;

AUTORISE le paritarisme ainsi que le recueil par le Comité social territorial de l'avis des représentants de la collectivité sur toutes les questions sur lesquelles cette instance émet un avis ;

DIT que le Maire ou son représentant est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Pour extrait certifié conforme,

Le secrétaire de séance,
Bertrand VERSTRAETE

Le Maire,
Damien de WINTER

